L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 10 DECEMBRE 1874. 48me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI MATIN, 10 DECEMBRE.

VENTES A ENCHERES DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan, —boîtes, soulliers et bric-à-brac.

Par O. Valeton, au No 8 rue des Magasins—papier à enveloppes.

Par D. E. Morphy, au magasin coin Canal et Front—raisins.

Par A. Gerard, 12 & 14 rue Bourbon—articles de fantaisie.

Par Hoffman, Marks & Co, à leur salle de vente—habillements, articles de toilette, chapeaux et malles.

☞ La vente par catalogue de quincaillerie, livres, casseroles, &c., sera continuée aujourd'hui à midi, rue de la Vieille Levée 19 devant la Douane.

Raisins ! Raisins ! — Voir l'annonce de D. E. Morphy, encanteur.

Grande vente de meubles.—MM. Nash & Hodgson procéderont mardi, 22 décembre, à la vente de tout le grand stock de meubles de M. Jos B. Hubbard, No 122 coin Bienville et Perdido. La vente sera faite sans réserve, M. Hubbard étant décidé à se retirer des affaires.

☞ Achetez vos bonbons et vos fruits cristallisés chez A. LEMANNE rue de Chartres, 207, entre Dumaine et Ste-Anne.

SPECTACLES.

Jeudi, 10 déc. 1874.

OPÉRA.—A midi, Rigoletto. Le soir, La Fille de Mme Angot.

VARIÉTÉS.—Il Re Lazzar.

ADELPHI.—Humpty Dumpty.

FOLIES-NOUVELLES.—Little Nell.

Souverainetés des Etats.

Pas de taxe, pas de dette.

Arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Nous avons maintenant sous les yeux l'arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis dans l'affaire de Watertown, cette petite ville du Wisconsin qui, n'ayant pour tout bien qu'un assessement d'un million et une population de 7500, avait eu la fantaisie de souscrire pour $750,000 de bons dans une entreprise de chemin de fer. La compagnie fit faillite, juste comme les nôtres et comme la plupart des compagnies de ce genre, car on compte, aux Etats-Unis, qu'il y a eu jusqu'à présent plus de cent compagnies de chemins de fer exproprices, et le Conseil municipal refusa de servir les intérêts des bons puisque la ville avait perdu tout intérêt dans la propriété de l'entreprise, agissant en cela moins innocemment que nous ne l'avons fait pour le chemin de fer de Jackson, où de gaîté de cœur la Nile-Orléans a perdu deux millions, sans conserver une parcelle de la propriété du chemin.

Il est vrai qu'un procès a été intenté à Watertown pour sommer le moyenne, ne sais ce procès, la petite ville l'a gagné devant une cour d'Etat et même devant la Cour Suprême des Etats-Unis, qui a débouté le porteur de bons et a mis à néant sa demande. Maintenant comment se fait-il qu'on ait annoncé tout d'abord au contraire que le porteur de bons avait triomphé et que la Cour Suprême avait décidé que même les propriétés particulières étaient taxées pour faire face aux obligations de la ville ? Sans doute, le rapporteur de cette nouvelle n'avait lu que le commencement de la décision et la Cour Suprême des Etats-Unis a décidé aussi bien que nos petites Cours de District, le fort du voulon moyer dans une logique longue et diffuse les questions les plus simples de droit, ce qui fait qu'elle rend plutôt des considérations ou des dissertations que des sentences.

En France, la cour de cassation est bien aux abois lorsque pour formuler son arrêt : elle est dit :

Considérant qu'aucun tribunal n'a le pouvoir de forcer un Etat, qui est souverain, à lever des taxes pour quoique ce soit; et considérant en outre que la demande paraît fondée sur un prétexte frauduleux la cour déboute le plaignant et confirme le jugement.

Voilà une sentence. Qu'en Pert pas comprise ! Le dernier constable de la dernière justice de paix est-il ce que cela voulait dire et est-il prêt à rendre compte. Mais il paraît que la Cour Suprême des Etats-Unis a du temps à perdre et qu'elle tient aussi à prouver qu'elle connaît son droit. En cela elle fait comme nos petits juges de District, qui moins ils savent plus ils affectent d'être savants, et qui livrent souvent à des démonstrations élémentaires où ils confondent tout et raison et jurisprudence et principes et droit. C'est un homme terrible qu'un juge voulant absolument parler ex-professo de ce qu'il n'a pas appris et de ce qu'il ignore.

Dans l'espèce qui nous occupe, la Cour Suprême commence par dire : "La Ville de Watertown ne veut pas payer parce qu'on ne peut l'y forcer et elle soutient que le plaignant ayant bien voulu courir cette chance, il n'y a pas de violation de la loi".

"La théorie est vicieuse, dit la cour. On n'est pas dispensé de payer parce que cela gêne." Non sans doute, mais il faut qu'on n'ait pas été dupé, autrement il y a fraude et quand il y a fraude on ne doit rien et l'acte est nul. C'est ce que la Cour Suprême des Etats-Unis a déclaré elle même en annulant la vente du chemin de fer du Nord de la Louisiane. Elle a annulé cette vente et elle a bien fait, parce qu'elle était entachée de fraude.

N'y a-t-il pas fraude aussi dans l'affaire de Watertown ? C'est pire encore. Cette ville, au prix d'assez sement vaut un million et on l'afflige d'une dette de près d'un million pour la faire souscrire à une entreprise de chemin de fer. C'est comme si on forçait la Nouvelle-Orléans, qui a déjà 23 millions de dette, à souscrire pour 60 millions à une entreprise de même nature. Que dirait-on ? On dirait certainement que ses mandataires sont sous l'influence corruptrice de la compagnie ou qu'ils sont de fort bons apôtres. L'engagement avait lieu dans ces conditions il serait certainement nul comme frauduleux par se.

Mais en mettant de côté ces considérations, pour l'affaire de Watertown, on voit que la première partie de la décision de la Cour Suprême est favorable au créancier et si l'on se dispensait de lire le reste on devrait croire que la petite ville a été condamnée à payer la dette. Mais non du tout, elle n'est obligé à rien parce qu'il n'y a pas de loi d'Etat qui l'oblige. Nous citerons ici le paragraphe tout entier qui pose ce principe si important, si important surtout pour nous dans la situation de dette où nous sommes.

"Il y a cependant une grave question sur le pouvoir de la Cour à accorder la faculté demandée. Nous sommes d'opinion que cette Cour n'a pas le pouvoir d'ordonner la levée d'une taxe pour le payement de ces jugements. Le pouvoir d'imposer des charges et de lever de l'argent est le plus haut attribut de la souveraineté et il est exercé d'abord pour subvenir à des besoins publics seulement, et par l'autorité législative seulement. C'est un pouvoir qui n'a pas été donné au judiciaire. Le Judiciaire fédéral n'a pas plus que tout autre, à la prendre à assumer la place d'un Etat dans l'exercice de cette autorité à la fois si délicate et si importante.

"Il y a, en outre, dans l'acte d'incorporation de Watertown une section qui met l'habitant à l'abri de toute responsabilité pour dette de ville. Aucune propriété particulière, dit cet acte, ne sera taxée ni vendue pour satisfaire aucune dette, aucune obligation ou aucun contrat de la dite ville. La permission demandée est dans la nature d'une exécution ; la propriété qu'on voudrait faire vendre est celle d'un habitant de la ville. Le remède serait en violation directe d'un statut en existence quand la dette a été encourue : le créancier devait le connaître. Il ne peut donc pas invoquer son ignorance en sa faveur".

La Cour Suprême des Etats-Unis, tout en posant ici le vrai principe, en-dehors duquel il n'y a pas de procédure de saisie et d'exécution possible contre la propriété d'un habitant pour payer une dette publique, comment encore une erreur en donnant à penser que si, dans un acte d'incorporation de ville on ne trouvait pas écrite l'irresponsabilité matérielle du citoyen, le citoyen-propriétaire pourrait être poursuivi pour des obligations qu'il n'a pas contractées personnellement ou des dettes qu'il n'a pas faites. Cette exemption ou plutôt cette irresponsabilité envers un créancier public est de droit, et pour qu'elle n'existât pas, il faudrait que l'acte d'incorporation contînt une clause contraire, expresse et formelle. Le silence seul de la charte sur ce point suffit pour maintenir la franchise de l'habitant vis-à-vis de telles obligations. Il est même douteux qu'une clause contraire, quand même elle serait écrite, pût tenir, car elle serait simplement contraire au principe fondamental du droit.

La Cour Suprême, après maintes tortuosités inutiles et qu'elle pouvait éviter facilement si elle l'eût voulu, arrive à la décision finale qu'elle fait précéder encore par quelques lignes de regret en faveur du créancier :

"Professant l'opinion, dit cette cour, que le plaignant a été sans raison obtenu dans la poursuite de ses remèdes légaux, nous serions très disposés à lui donner le secours sollicité, si la loi le permettait. Nous ne trouvons pas, néanmoins, d'autorité pour agir ainsi, et nous acquiesçons dans la conclusion de la cour inférieure que le bill doit être mis hors de cour."

Il fallait donc lire la décision jusqu'au bout pour la connaître, car elle est tout entière dans les deux ou trois mots de la fin. C'est du reste une opinion conforme à celle que le juge Wood avait exprimée contre les réclamations des créanciers anglais de l'Etat de la Louisiane. Ils furent déboutés de la même manière.

La jurisprudence est donc bien établie sur ce point. Le pouvoir de taxer un Etat ou une ville n'appartient qu'à la législature de cet Etat, et comme cette Législature est souveraine, rien au monde, si ce n'est la guerre, ne saurait la forcer à lever des subsides contre son gré. Le pouvoir d'une Législature est limité lui-même par la constitution.

Ainsi, avec une Législature équitable et respectant le droit, comme celle que nous aurons bientôt, nous l'espérons, nous pouvons mettre à bas toutes les dettes provenant du gouvernement radical soit pour l'Etat soit pour la Nile-Orléans, ainsi que toutes les dettes frauduleuses quellequ'en soit l'origine. Le moyen est des plus simples et dépend de la Législature. Pas de taxe, pas de dette. Pas de taxe et la dette tombe; elle tombe sans pouvoir se relever jamais à moins de rentrer sous le joug d'une Législature corrompue, comme celles que nous subissons depuis 1868. Mais nous saurons nous en garder.

Notre conclusion est que le régime fiscal de 1869 peut nous être facilement rendu, pour peu que la Législature prochaine comprenne ses devoirs envers le peuple !

Chaneaux de fourrure et de soie à $5 au magasin de R. E. Lee, au coin des rues Canal et Bourbon et au coin des rues Royale et St. Louis.

Il y a des Juges à Washington

Le Président de la Cour Suprême de la Louisiane en pilori.

Le règne de la justice n'est pas encore aboli et il n'y a pas lieu de désespérer de la république. Sous le coup d'une mise en accusation, Durell a donné sa démission et la Cour de District des Etats-Unis ne sera plus souillée de sa présence. Un juge radical Philipps est sous le coup d'une accusation de complicité dans un meurtre, un autre, celui de la paroisse Plaquemines, est en fuite. Plusieurs radicaux faisant partie du menu fretin, sont traduits aussi pour divers méfaits devant dame Thémis. Emile, voici le président de la Cour Suprême de la Louisiane, qui s'est fait l'instrument servile des méfaits politiques de Warmoth et de Kellogg qui vient d'être cloué au pilori par le tribunal le plus élevé de la république.

Consolons-nous donc puisqu'il y a encore des juges à Washington.

Le *Bulletin* a reçu communication du texte de l'arrêt rendu par la Cour Suprême des Etats-Unis et qui annulle la vente faite en 1866 du chemin de fer "North Louisiana and Texas" à John T. Ludeling, à John Ray et à leurs associés. L'arrêt de la Cour confirme tout ce qui a été dit dans *l'Abeille* il y a quelques années, sur cette scandaleuse opération.

Sur la poursuite d'un créancier nommé Gordon, auquel il était dû $720, le chemin de fer avait été saisi et vendu le 2 février 1866 à Blattner & Co., moyennant $550,000. Ludeling & Co., trouvèrent moyen de faire annuler la vente et de se faire adjuger le chemin pour $30,000 à une seconde mise aux enchères. Voici ce que dit l'arrêt de cette transaction :

S'il n'y avait rien de plus dans cette transaction que ce qui est relaté par le court historique ainsi donné et qui n'est pas contredit, il serait difficile de caractériser la transaction comme quelque chose de moins qu'une grande injustice accomplie au moyen des formes légales. Les mises des porteurs de bons n'a rien pu connaître des procédures pour faire vendre la propriété hypothéquée et la libération de leurs droits. Leur résidence était éloignée et la vente a été poursuivie ainsi vite et avec les formes de la loi, l'oil pensa. Pas un jour n'a été perdu. On ne leur a pas laissé l'occasion d'assister à la vente et d'enchérir, ou de payer la petite réclamation de Gordon, de $720. Ni eux ni leurs fondés de pouvoir n'ont été consultés.

La vente a été faite dans un village, loin dans l'intérieur. Elle n'a été annoncée que dans un seul journal local et pas un jour de plus que la loi ne l'exigeait. Une évaluation qui est une farce a été faite au dernier moment, dans le but évident de faciliter une vente précipitée pour un prix nominal. Des conditions onéreuses et illégales de vente ont été exigées des autres enchérisseurs, et non de ces acheteurs, qui n'ont rien payé qu'à eux-mêmes. Une propriété sur laquelle près de deux millions de dollars avaient été dépensés, avec un grand capital souscrit, de vastes concessions de terre et un matériel considérable, a été achetée pour $550,000 par les personnes même qui ont fait échouer la vente faite pour un prix beaucoup plus élevé, et elles ont retenu le prix de la vente.

La Cour établit ensuite que certains des acheteurs étaient les fondés de pouvoirs des demandeurs et que leur position leur interdisait de compromettre les intérêts des actionnaires ou des porteurs de bons. La Cour stigmatise cette conduite de "coalition," de "violation claire de leur devoir, d'abus de la confiance placée en eux, et de fraude implicite, sinon directe." Elle qualifie l'arrangement conclu entre les associés pour acheter le chemin, dans les termes suivants :

Il est impossible de caractériser cet arrangement autrement que comme une grave fraude. Son objet évident était d'empêcher la concurrence à la vente. C'était un abus flagrant de confiance de la part de Horne, et c'était une fraude de la part de Ludeling, qui connaissait le mandat que Horne avait reçu, de lui avoir persuadé de violer ses instructions et de sacrifier les intérêts de ses constituants, lui-même participant à la violation.

Ainsi des directeurs de la compagnie, ayant des devoirs envers les actionnaires et les créanciers, non seulement se sont coalisés pour s'approprier les biens de la compagnie sacrifiés par le moyen d'une vente judiciaire, mais ils ont participé activement dans les efforts qui ont réussi pour annuler une vente faite moyennant $550,000 afin de pouvoir devenir acquéreurs moyennant $50,000. Il est impossible de sanctionner une pareille transaction ; dans son entier elle a été contraire à l'équité.

Il est surabondamment prouvé que la propriété a été sacrifiée par le moyen d'une coalition illégale et étendue et il est pris part et sont devenus les acheteurs, sable de la confiance mise en eux.

Ludeling, il est vrai, n'était pas directeur, mais il était un des chefs de la coalition et son principal agent pour l'exécution du plan. Il en connaissait le but; il en connaissait l'illégalité; il avait participé à la reddition de Horne, avec pleine connaissance de la violation du mandat de Horne. Il a assumé le contrôle de la procédure exécutoire de Gordon, et, comme nous l'avons fait observer, lorsqu'on lui dit que Gordon avait consenti à arrêter la vente, il a déclaré que Gordon n'avait pas le pouvoir de le faire. En vérité, Ludeling paraît avoir eu un contrôle complet sur le shérif.

Suit le décret qui annulle la vente faite à Ludeling & Co. ordonne la nomination d'un receveur par la Cour de Circuit de la Nouvelle-Orléans pour procéder à une nouvelle vente au profit des créanciers et des actionnaires et la restitution des sommes reçues par Ludeling & Co. y compris les profits et revenus du chemin de fer &c.

☞ On trouvera à la quatrième page la liste officielle du tirage de la Loterie de la Louisiane, qui a eu lieu hier 5 décembre.

La pétroleuse du Dublin.—La démission du juge Durell est accueillie avec une satisfaction générale. Le New-York Times dit sur ce sujet :

"M. Durell, en quittant volontairement une place qu'il a si longtemps déshonorée, ne fait en réalité autre chose que s'avouer coupable. Il est accusé de diverses crimes commis pendant qu'il occupait un poste dont le titulaire devrait être au-dessus de tout soupçon. Les méfaits qu'on lui reproche sont multiples. Dans le nombre se trouvent l'abus de sa haute autorité comme juge fédéral pour favoriser une intrigue politique, et l'exercice de ses fonctions dans l'intérêt de certains individus. Il est trop tard pour qu'il puisse réparer par un aveu tardif le mal commis dans la Louisiane. Ce mal lui survivra, et sa retraite à la vaille d'une session où le Congrès l'aurait mis en accusation, n'est qu'une très imparfaite réparation des malheurs dont il a été la cause. Sa démission sera sans doute acceptée ; et l'on regrettera seulement qu'elle vienne trop tard pour avoir un autre effet que celui d'une confession tardive."

De la part d'un journal comme le *Times*, ce jugement a une sévérise signification.

(*Messager franco-américain.*)

Nous voilà revenus au régime d'hiver !

A la Loterie de la Louisiane

Le gros lot est maintenant de $80,000 !!

Nous voilà revenus au régime d'hiver ;

A la Loterie de la Louisiane

Le gros lot est maintenant de $20,000 !!

Nous voilà revenus au régime d'hiver :

A la Loterie de la Louisiane

Le gros lot est maintenant de $20,000 !!

De $80,000!! De $80,000 !!!

OPERA.

Aujourd'hui, à midi, première représentation de *Rigoletto en matinée*, avec MM. Gadiba, Méric, Feitlinger, Mmes Anna Vercheu, Tédesco, Bourgeois.

Le prix d'entrée est de 50 cents ; celui des places réservées est de 75 cents.

Les portes seront ouvertes à onze heures.

Ce soir troisième représentation de la Fille de Mme Angot.

A l'étude, *Jérusalem*, le *Prophète*, *Norma*.

THÉATRE DES VARIÉTÉS. — "Belle Lamar," la pièce nouvelle à grand spectacle militaire, fait fureur aux Variétés. Nos braves soldats de la guerre de sécession, heureux de se reporter dans le passé, vont saluer Stonewall Jackson sous les traits de Harry Calton. Le spectateur, grâce aux décors et aux costumes, assiste aux scènes les plus émouvantes de l'époque héroïque où le Sud luttait vaillamment contre un adversaire, que ne pouvaient abattre des défaites multipliées. "Bell Lamar" en somme est une pièce qu'il faut aller voir.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — "Humpty Dumpty abroad" n'a pas moins de succès que "Humpty Dumpty at home." Le public, la presse à l'Académie est plus nombreux que jamais, et nous en félicitons bien sincèrement M. Bidwell qui est toujours à l'affût de ce qui peut plaire aux habitués de son théâtre. La pantomime de "Humpty Dumpty" est très amusante. Elle sera donnée de nouveau ce soir, et nous la recommandons d'une manière toute spéciale à nos lecteurs que rongent la mélancolie.

THÉATRE ST. CHARLES. — Little Nell dans la pièce de "No Name," est vraiment une charmante petite personne et mérite bien tous les applaudissements qui lui sont prodigués. Elle est destinée à devenir la favorite du public. Elle dialogue, elle chante, elle danse et elle joue du banjo, le tout avec beaucoup de brio et de verve. Allez tous et toutes voir Little Nell, d'autant plus qu'elle porte avec une grâce merveilleuse les costumes les plus ravissants.

MONOGRAPHIE SUR LE TYPE ET LA SPÉCIFICITÉ DE LA FIÈVRE JAUNE.—La librairie de la famille, dirigée par M. Am. Lutton, 167 rue Royale, vient de publier de concert avec MM. J. B. Baillière et fils de Paris, un remarquable travail d'un de nos médecins les plus distingués, le Dr. Faget. Nous ne saurions mieux faire que d'extraire de la *Revue Médicale Française et Etrangère*, le passage suivant du compte-rendu de la séance du 27 octobre 1874 de l'Académie de Médecine, car ce passage indiquera, mieux que nous ne saurions le faire, la nature et l'importance de ce travail.

—M. Hérard : J'ai l'honneur d'offrir à l'Académie, de la part de M. le docteur Faget, ancien interne distingué des hôpitaux de Paris, aujourd'hui médecin à la Nouvelle-Orléans, un très remarquable travail intitulé : "Monographie sur le type et la spécificité de la fièvre jaune, établis avec l'aide de la mouire et du thermomètre." Ce travail est le résumé des recherches que l'auteur a eu l'occasion de faire pendant la dernière épidémie de fièvre jaune qui a sévi à la Nouvelle-Orléans en 1870. Les résultats auxquels il est arrivé avec les instruments de précision sont venus confirmer et corroborer ses précédentes études sur le même sujet. Il sont, de reste, entièrement conformes à ceux du docteur Saunders, qui a publié, dans le *Medical Journal* (mai 1874), une relation également très intéressante de l'épidémie de Memphis (Tennessee) de 1873.

Après avoir indiqué les traits saillants et les principales conclusions du mémoire, M. Hérard ajoute :

Par ce court aperçu, on peut juger de l'importance pratique des recherches de M. Faget. J'ajouterai que son mémoire renferme, en outre, des considérations générales d'un ordre élevé sur les fièvres et sur la spécificité de la fièvre jaune. Il se termine par de nombreux tracés qui font ressortir d'une manière saisissante les idées principales qui y sont développées.

Ce nouveau travail est digne de ceux qu'a déjà produits notre distingué confrère scientieux et sévère, travailleur infatigable et dévoué à la science, qui honore la médecine française à la Nouvelle-Orléans, et même à ce point de vue, j'en exprime ici le vœu, d'être inscrit sur la liste des membres correspondants étrangers à l'Académie.

La *Gazette des Hôpitaux* après avoir reproduit l'analyse faite par M. Hérard du mémoire, s'exprime ainsi ;

Nous nous associons pleinement aux éloges méritée dans M. Hérard a fait subir cette analyse, et à l'appel qu'il a fait à l'Académie, pour les prochaines élections, en faveur de l'laborieux confrère, de ce travailleur consciencieux et infatigable qui représente si dignement, à la Nouvelle-Orléans, les traditions de dévouement et les habitudes d'observation sévère de la médecine française.

UNE INNOVATION HEUREUSE.—M. Paul Boissonneau, le tailleur fashionable de la Nouvelle-Orléans, connu pour le cachet d'élégance et de bon ton de tout ce qui sort de ses ateliers, vient d'arriver de France avec un assortiment d'étoffes et de marchandises choisies avec son discernement habituel, non-seulement en vue de satisfaire au nombreuse clientelle masculine, mais encore d'assurer le succès d'un magasin de modes et de confections qu'il vient d'établir, comme annexe à son établissement de marchand-tailleur. Ce nouveau magasin, installé dans le local précédemment occupé par le Chalmette Club, sera ouvert lundi prochain, 14 décembre. M. Boissonneau s'est assuré, pour cette nouvelle branche d'affaires, le concours de Mme Sophie Boutroc, bien connue dans notre monde élégant pour son goût et son habileté, et il a rapporté de Paris un magnifique choix d'articles nouveaux sur lesquels il appelle l'attention des dames louisianaises.

L'innovation tentée par M. Boissonneau nous paraît appelée à un succès incontestable dans la ville qu'on peut regarder, sous le rapport du goût artistique, comme le Paris d'Amérique. Véritable artiste dans son genre, il saura donner à tout ce qui sortira de ses ateliers de modes et confection le cachet parisien, et nos élégantes trouveront toujours dans ses magasins tout ce qu'il y aura de plus frais et de plus nouveau. Nous les engageons donc à aller rendre visite au nouvel établissement le jour de l'ouverture.

Un gros lot de $80,000 !
Mais il y a de quoi faire sombrer
La Loterie de la Louisiane.
Un gros lot de $80,000 !
Mais il y a de quoi faire sombrer
La Loterie de la Louisiane.
Un gros lot de $80,000 !
Mais il y a de quoi faire sombrer
La Loterie de la Louisiane.
Un gros lot de $80,000 !!

CHRONIQUE DE LA VILLE.

LE RETOUR DE RETOURS.

Séance de mercredi, 9 décembre.

Le Bureau de retours après en séance à onze heures et quart sous la présidence de M. Madison Wells. Tous les membres sont présents.

Les retours de la paroisse St-Tammany qui avaient été examinés la veille sont reçus en considération.

Le comité spécial, représenté par Ray et Lowell, propose contre l'adoption des votes des polls 3 et 5 de cette paroisse pour cause d'intimidation.

Comme les raisons fournies sont peu embarrassantes le Bureau passe outre, et les retours sont complets, donnant le résultat déjà annoncé dans *l'Abeille*, c'est-à-dire 501 votes pour Mouton et 481 pour Dubuclet.

Les retours de la paroisse Ste-Hélène viennent ensuite.

Le comité conservateur présente un protêt contre deux polls de cette paroisse où les retours ont été falsifiés de façon à donner une majorité au nommé Hoyd, candidat radical pour la Législature, contre O. L. Collins, le candidat conservateur.

Les fraudes commises sont manifestes et il est facile de voir sur les registres comment les chiffres ont été changés.

Le Bureau prend note du protêt et passe à la paroisse Union, qui donne une majorité conservatrice.

La paroisse Vermillion vient ensuite, mais les radicaux protestent en alléguant intimidation. Les retours sont complets néanmoins et donnent une bonne majorité aux candidats conservateurs.

La paroisse Terrebonne ferme la marche. Les supervisors d'élection radicaux de cette paroisse n'ont pas daigné envoyer l'état de compte officiel des votes. Les retours sont contenus sur une sorte de memorandum ; mais le Bureau, en bonne humeur, consent nonobstant à les compiler et à la complaisance de les trouver à peu près corrects, lorsque les démocrates aient emporté l'élection.

Il reste trois paroisses dont les retours n'ont pas été examinés : Washington, Webster et Winn.

Ce travail sera terminé aujourd'hui très probablement et le Bureau aura à se prononcer après sur les vingt-trois paroisses où l'élection est contestée.

Avec un peu de bonne volonté le Bureau peut avoir tout fini d'ici à samedi soir.

Nous le souhaitons, car le peuple de la Louisiane commence à être lassé d'attendre le résultat officiel de l'élection, quoiqu'il sache déjà que Monsieur a reçu cinq mille votes de majorité contre Dubuclet, que la prochaine législature de l'Etat compte soixante-huit membres démocrates dans la Chambre contre trente-neuf radicaux et que les amendements constitutionnels ont été rejetés par une majorité de deux mille cinq cent à trois mille votes.

Avocat de la ville contre pendu.

M. B. F. Jonas ne s'est pas laissé influencer par les agissements de M. Walsh, le fort de Kellogg, et maintient toujours sa position comme avocat de la ville.

MM. Labatt et Aropi l'ont représenté l'officiers hier devant la cour dite Supérieure de la paroisse Orléans. Mme le juge Hawkins, et après avoir énuméré les raisons pour lesquelles il déclaré à Hawkins qu'il n'était pas à un peu en ordonnant qu'il fût inscrit dans les registres de la cour que le sceau avocat qui dût être reconnu comme étant chargé de représenter les intérêts de la ville était le sieur H. H. Walsh.

Ils demandent donc que ces registres soient altérés de nouveau jusqu'à ce que les tribunaux aient décidé quel était le véritable avocat de la ville, l'honorable B. F. Jonas ou le nommé H. H. Walsh.

Hawkins, tout en étant loin d'être aussi impartial qu'il devrait l'être, a compris qu'il avait fait une grosse bêtise la veille et a ordonné que son jugement fut suspendu jusqu'à ce que la contestation soit décidée.

Les armes à feu et les enfants.

Les parents qui laissent des armes à feu entre les mains de leurs enfants, s'exposent à la vue rapide de mourir en bientôt. Deux garçons, l'un de cinq ans et l'autre de neuf ans, Albert Lardit et Frits Holtzer, jouaient mardi au coin des rues Julie et Carondelet avec un revolver. Frits ayant fait partir l'arme, Albert a reçu la balle dans la joue. La blessure a été pansée par le Dr. Simon Hart et on espère qu'elle ne sera pas mortelle.

Extraordinaire.

Voici un fait qui mérite d'être rapporté. L'officier de police Wells, de la police à cheval, a, ce matin, vers neuf heures et quart, arrêté un nommé Joseph McCarthy, alias Skinney, qu'il a trouvé en train de s'introduire par effraction dans la résidence de M. de Saddler, près de l'encoignure des rues, St-Léon et Bolivar.

Signalé.

Un nommé Henry Bourgeois ou Bourgeois a été arrêté sous l'accusation de grande formance contre lui par Cécile Herbert. Hervement pour lui que la bigamie n'est pas un cas pendable, en Louisiane.

Le meurtre de Collins.

Thomas Worth a été appelé à examen devant le juge Jones, et renvoyé devant la Cour Criminelle, sans privilège de caution, sous l'accusation d'avoir tué James Collins, garçon du restaurant Magnolia, alors que lui Worth faisait feu sur Jake Dietzel le propriétaire du restaurant.

Le cadavre.

Hier après-midi, vers une heure et quart, il y a eu ce qu'on peut convenu d'appeler une rencontre entre deux jeunes gens, dont l'un se nomme Aristide Delmas, et son ami des rues Claiborne et Conti.

Un coup fut tiré, deux coups de pistolet sans effet et leurs amis les ont séparés.

Un phénomène.

Nous apprenons qu'il vient d'arriver dans notre ville une jeune femme, albinos de naissance, d'une taille phénoménale, qui ne pèse pas moins de quatre cents livres, nous disons-le-on.

On a peine à le croire, mais tout le monde pourra en juger prochainement, car elle sera exhibée quelque part au pied de la rue du Canal.

TEMPERATURE.—9 déc. 1874.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	66	19
12 M.	66	19
3 P. M.	66	19
6 P. M.	60	16

Les magasins de chapeaux de R. E. Lee sont ceux où se trouvent les chapeaux les plus fashionables et les moins chers de la ville.

—*Le Pall Mall Gazette* dit que, de toutes les nations d'Europe, c'est la France qui, proportions gardées, consomme le moins de café, ainsi que le prouve la statistique suivante : en Angleterre, 1 livre par tête ; en Allemagne, 8 livres ; en Danemark, 5 l. 1/2 ; en Suisse, 6 l. livres ; en Belgique, 9 l. 1/2 ; en Hollande, 10 l. 1/2 ; aux Etats-Unis, 7 livres ; et en France, seulement 9 l. 1/2 par personne. Mais en aucun pays la proportion n'est aussi forte qu'en Californie, où il s'en consomme 20 l. 1/2 par tête.

—Le règlement sur les vélocipèdes, qui avait été affiché lundi matin, en a eu son d'exaspérer les sportsmen de la bicyclette. L'un d'eux, le jeune X....., a levé l'étendard de la révolte contre la décision préfectorale. Hier matin, monté sur son vélocipède, il jetait des regards narquois aux sergents de ville de service dans les Champs-Elysées.

En vain la loi criait que le passage était interdit aux vélocipédistes et les enjoignait de s'arrêter dans sa course.

Un vigoureux coup de jarret, il lançait son équipage au milieu de la foule des promeneurs ne pouvaient s'opposer de sortire.

Tout à coup un agent bête au fiacre, il s'y installe et court sus au délinquant. Pendant quelques minutes, ce fut une véritable course plate. Le vélocipédiste reste constamment en tête et de plusieurs longueurs, et l'agent finit par renoncer à la lutte

C'est égal, nous croyons qu'il y a eu procès-verbal.

Achetez vos chapeaux aux magasins de chapeaux de R. E. Lee.

—Un poisson des plus curieux, et dont l'aquarium du Havre n'a jamais possédé qu'un exemplaire, le hendrick, a été capturé jeudi après-midi à l'anse des Pilotes et transporté immédiatement dans le magnifique établissement du square Saint-Roch, au Havre.

Le hendrick (*Lophius piscatorius*, Lin.), vulgairement nommé *diable de mer*, a la tête énorme, déprimée et comme aplatie. En arrière, le corps se termine par une queue conique. Une grande échancrure sépare la partie antérieure de la tête. La mâchoire inférieure dépasse la supérieure. Les dents sont nombreuses, puissantes, aiguës et recourbées. Les mâchoires et le palais en sont hérissés.

L'habitude de ce poisson est de vivre enfoncé dans le vase et de laisser flotter de longs filaments qui cernent sa tête, comme des fileta. Des lambeaux qui les terminent semblent des appâts attirant autour d'eux des poissons que la bouche trois engloutit dans son énorme gueule.

Ce poisson est d'une taille énorme et ne mesure pas moins de 1 m. 10 de long—un véritable monstre.

On ne croit pas, dit le *Havre*, pouvoir le conserver longtemps vivant.

—On connaît l'histoire de fameux billet de la Banque d'Angleterre du manque de Westminster. Un voici une autre plus extraordinaire qui une bank note qui appartient au duc de Richmond. Le noble duc a, dit-on, hérité de son père d'une bank note de 10,000 liv. sterl. (1 millions 250,000 fr.) Cette pièce, unique en monde, avait été déposée par son dernier dans une cassette, à laquelle elle avait été fixée de telle manière, que quiconque essayait de la enlever, regevait à l'instant six coups de pistolet. Nous apprenons que cette ingénieuse cassette est devenue, pour son propriétaire actuel, une propriété très médiocre, car ignorant le secret au moyen duquel on peut l'ouvrir sans danger, on comprend qu'il mette une certaine timidité à examiner son trésor.

Magasins de chapeaux à très bon marché, de R. E. Lee, au coin des rues Canal et Bourbon et au coin des rues Royale et St. Louis.

—

C'est véritablement extravagant, Mais ainsi l'ont décidé dans leur orgueil, Les Directeurs de la Loterie.
Le gros lot est de $80,000 !
C'est véritablement extravagant,
Mais ainsi l'ont décidé dans leur orgueil,
Les Directeurs de la Loterie.
Le gros lot est de $80,000 !
Ce gros lot pourra être gagné
Samedi, 26 décembre.

—

47.

Médication rationnelle.—La médication ne sont seulement quand elle est rationnelle, et elle est rationnelle quand elle commence par le commencement. En d'autres termes pour guérir un malade, il faut se détruire le coupe. La diathèse, est acquise, est locale, est l'origine de la grande majorité des maux. Fortifier l'organisme vicié, régler la digestion et la nutrition en renforçant les organes qui remplissent toutes ces fonctions importantes, et la dyspepsie, la constipation, les maux de reins, et de vessie, les céphalalgies utérines, une circulation impure et les nerfs sont d'autres maux, conséquence de la débilité sont complètement et parmanent sont guéris. Le meilleur, le plus sûr et le plus agréable tonique et stimulant qu'on puisse employer dans ce cas est le remède de Mortimer on les Steamer Bitters. L'expérience de ses compagnons a prouvé qu'ils sont un remède sans égal pour tous les désordres que précède ce que sait la déb'lité.

Décédé hier matin 47 heures, LEOCADIE DE ARMAS, épouse de John Manier. L'enterrement aura lieu cette après-midi à 4 heures précises. Le corps sera déposé à la résidence de M. H. Hicoli, église du Sacré-Cœur, rue du Maine No 2 ½ près Marais.

Les amis et connaissances sont priés de vouloir bien assister à ses funérailles.

Clergé et Augustin.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré demain, vendredi, à sept heures du matin, à l'église de l'Assomption, rue Marais, pour le repos de l'âme de dame ÉMY CAVALIER, née Marie Rose Salvadore. Les amis et connaissances des deux familles sont priés d'assister à ces prières funéraires.

De la part de ses enfants.

Bureau de Manuel Aid and Benevolent Life Insurance Association, No 47 rue Carondelet, Nouvelle-Orléans, 9 décembre 1874. Les membres de cette société sont informés de la mort de M. Hicoli. Décédé le 6 août 1874, âgé de 71 ans. Le Franç décédé le 6 août 1874, âgé de 71 ans. Le Franç décédé le 6 août 1874, âgé de 71 ans. Le Franç